

Communiqué du Forum de la société civile AGOA

Présenté à la 14^{ème} session ministérielle de l'AGOA le 26 août 2015
au stade de l'Amitié d'Andgondje
Libreville, Gabon

La session du forum de l'organisation de la société civile de 2015 sur le développement et l'opportunité(AGOA) s'est tenu le 24-25 Août, 2015, sous le thème :
«L'AGOA 15 ans après: Les organisations de la Société Civile (OSC) travaillant sur une charte pour le développement durable du Commerce et du Partenariat dans l'investissement entre les États-Unis et l'Afrique. "La session a eu lieu au stade de l'Amitié d'Andgondje à Libreville, Gabon.

La session des OSC du Forum de l'AGOA 14 a réuni plus de 150 délégués des pays éligibles des États-Unis et de l'AGOA pour répondre aux questions suivantes:

- L'examen annuel des pays membres de l'AGOA sur la conformité d'éligibilité, Section 105 de la loi AGOA, Suivi et examen d'éligibilité.
- La facilitation du commerce, et les maillages de transport: Véhicules pour améliorer la compétitivité.
- Sur l'extension et l'amélioration de la loi AGOA 2015: Perspectives et défis.
- Textiles et vêtements: Optimisation sur l'approvisionnement en tissu des pays du tiers monde.
- Le mentorat et le développement du leadership pour les femmes et pour les jeunes entrepreneurs.
- le renforcement de la valeur des petites et moyennes entreprises.

Faits saillants des discussions:

La Société civile approuve l'adoption de la loi AGOA pour les 10 ans à venir et le soutien apporté dans la loi pour le renforcement des capacités commerciales, la société civile, les femmes et la jeunesse. Cette prolongation de 10 ans consistera à encourager l'investissement et une participation accrue, ainsi que, de l'aide à stimuler l'intégration régionale. La société civile reconnaît les nouveaux aspects des examens d'admissibilité des pays, et espère que ces procédures soutiendront l'objectif important de la promotion de changements politiques positifs dans les pays de l'AGOA.

L'objectif de l'AGOA de promouvoir le développement de l'exportation fait en sorte que le développement économique continue d'être limité, par conséquent les pays éligibles ne tirent pas pleinement parti des avantages de l'AGOA. La plupart des entreprises non-pétrolières éligibles à l'AGOA sont des micros, petites et moyennes entreprises et les petits exploitants agricoles. Toutefois, beaucoup restent inefficaces et limitées dans leurs capacités de production en raison du manque de compétences, capacités et d'autres contraintes. L'assistance technique et le renforcement des capacités pour les micros, petites et moyennes entreprises, y compris les programmes pour les femmes et les jeunes de tous les sexes, seront essentiels pour réaliser pleinement les opportunités que l'AGOA offre.

Les programmes qui encouragent le mentorat et la création de partenariats stratégiques seront également essentiels, comme l'atelier de l'AGOA cadrant sur l'action du Business que le réseau de la société civile AGOA et L'AWEP convoquent les 26 et 27 Août. L'objectif de l'atelier se base sur l'aide au commerce et la capacité technique en construction, le financement et les conditions de paiement, le marketing, la compétitivité et la Culture, la distribution et la logistique, les exigences réglementaires et la protection des consommateurs ainsi que la concurrence loyale du marché.

La mise en œuvre des meilleures pratiques de facilitation du commerce est essentielle pour optimiser l'efficacité de l'AGOA et de rendre AGOA inclusif à un environnement commercial plus diversifié. Cela permettra de fournir de nouvelles opportunités pour les PME de l'Afrique d'entrer dans les chaînes de valeur mondiales et d'éviter le gaspillage de denrées périssables. Les données montrent que même une légère amélioration de la facilitation des échanges peut avoir un plus grand impact sur le PIB que les réductions tarifaires simples. Tout aussi important est l'amélioration des liens de transport et de la connectivité, ce qui est essentiel pour l'intégration économique régionale et la croissance du commerce intra-africain.

Le programme AGOA sur les vêtements a été l'un des plus grands exemples de réussite de l'AGOA; ayant généré plus de 300.000 emplois directs et plus d'un million d'emplois indirects dans l'appui aux secteurs. Les avantages du commerce de vêtements avec les États-Unis sont répartis entre 12 bénéficiaires de l'AGOA.

Avec l'extension de l'AGOA et la troisième disposition de tissu en 10 ans, la plus longue extension de toutes, le secteur du textile et de vêtement a de grandes possibilités de voir prospérer et le volume du commerce d'augmenter, attirant considérablement l'investissement étranger et domestique convivial pour le secteur.

Recommandations:

1. LE RENOUVELLEMENT AGOA et L'ELIGIBILITE, L'EXTENSION ET L'AMÉLIORATION:

- Conscient de la nécessité de tracer une voie à suivre pour le commerce des États-Unis-Afrique et le partenariat d'investissement, nous reconnaissons la Loi de l'extension et de mise en valeur et le renforcement de la loi AGOA 2015 pour les pays membres à élaborer des stratégies tous les deux ans pour une utilisation plus efficace des avantages de l'AGOA. Nous appelons les gouvernements membres à travailler avec la société civile pour développer ces stratégies, et d'inclure dans ces stratégies la voie à suivre pour un accord de libre-échange avec les États-Unis.
- Les gouvernements membres devraient travailler avec leurs organisations de la société civile pour lancer des stratégies d'intervention précoce afin d'éviter le retrait de la liste des pays éligibles de l'AGOA.

2. ASSISTANCE TECHNIQUE ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

- Appel lancé aux pays membres et le gouvernement des États-Unis à accroître l'aide et le renforcement des capacités techniques de formation des compétences, et ses cadres réglementaires et juridiques correspondants, et notamment la société civile pour la mise en œuvre de ces programmes. Soutien offrant une plaque tournante du commerce en Afrique centrale.

3. FACILITATION DU COMMERCE ET LES MAILLAGES DE TRANSPORT

- Féliciter les gouvernements membres pour la signature de l'accord de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) Bali sur la facilitation du commerce afin de maximiser l'efficacité de l'AGOA, d'accroître la transparence, de réduire les coûts de transaction et accroître la compétitivité des entreprises africaines. Les gouvernements membres devraient travailler avec la société civile pour sa ratification et la mise en œuvre immédiate.
- Faire appel aux États-Unis pour soutenir l'aviation et les programmes de transport intra-régional qui fournissent le partage des meilleures pratiques, la formation et la technologie de la prochaine génération afin de soutenir l'intégration économique régionale. Appeler les gouvernements nationaux de l'AGOA à travailler ensemble pour mettre en commun les ressources et de créer des services liés à l'aviation complémentaire qui peuvent fournir une portée régionale.

4. TEXTILES ET VÊTEMENTS

- Appeler les gouvernements membres à créer un environnement d'investissement et des affaires, y compris la protection des droits de propriété intellectuelle qui attireront des investissements étrangers directs dans le secteur du textile et de l'habillement en vue d'augmenter la capacité de production et l'intégration verticale.

5. LE MENTORAT DE FEMMES ET DE JEUNES ENTREPRENEURS

- Encourager les gouvernements membres à promouvoir des politiques qui encouragent le "regroupement" afin d'accroître des économies d'échelle, et de partenariats stratégiques avec les universités, le secteur privé et les organismes gouvernementaux pour offrir des bourses, des stages et de la formation des compétences.
- Encourager les gouvernements membres à fournir un accès généralisé à la technologie de l'âge du numérique, y compris l'accès Internet, la technologie mobile, le commerce électronique et nouveaux médias pour promouvoir l'esprit d'entreprise chez les jeunes et les femmes.

6. CHAÎNE DE VALEUR DE MICRO, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

- Appeler les gouvernements membres à accroître leur soutien aux programmes de renforcement des capacités techniques et le commerce dans leurs pays ainsi que renforcer les micro, petites et les entreprises de taille moyenne afin qu'ils puissent mieux participer aux chaînes de valeur mondiales.
- Encourager les gouvernements membres à adopter des politiques permettant d'attirer l'investissement direct étranger, y compris celle de la diaspora, et les partenariats avec les multinationales américaines dans le but de favoriser l'insertion des PME dans leurs chaînes de valeur mondiales.

7. LES RÉSEAUX DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AGOA

- Appeler les gouvernements nationaux à soutenir la création de sections nationales du Secrétariat du Réseau de l'Organisation de la Société Civile de l'AGOA.